

# RC REGLEMENT DE CONSULTATION

Le Touvet, avril 2024

## RÉHABILITATION DU BÂTIMENT DIT « ANCIEN HOSPICE » EN LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX SAINT ALBIN DE VAULSERRE

**MAITRE D'OUVRAGE**  
SOLIHA BLI Auvergne Rhône Alpes  
87, avenue du Maréchal de Saxe  
69003 LYON



## RC / REGLEMENT DE CONSULTATION

[DCE. 08 - DOSSIER D'APPEL D'OFFRE]

Les marchés et accords-cadres passés Après mise en concurrence font l'objet d'un règlement de la consultation qui est un des documents de la consultation. Ce règlement est facultatif si les mentions qui doivent y être portées figurent dans l'avis d'appel public à la concurrence.

Pour les marchés passés selon une procédure adaptée, le règlement de la consultation peut se limiter aux caractéristiques principales de la procédure et du choix de l'offre.

ABC | Architecture Benone Christian

SARL Unipersonnelle au capital social de  
10000 € | Siret 824 595 797 00021 RCS  
Grenoble | Inscrit au tableau de l'Ordre des  
Architectes Auvergne Rhône-Alpes (S18822)

Rue des Corvées  
38660 Le Touvet  
secretariat@abc-archi.fr  
+ 33 (0)4 76 98 90 38

## SOMMAIRE

### PRÉAMBULE

---

### A MAÎTRE D'OUVRAGE, MAÎTRE D'ŒUVRE ET PROJET

---

### B OBJET DE LA CONSULTATION

---

### C CONDITIONS DE L'APPEL D'OFFRES

---

### D PRESTATIONS DES OFFRES

---

### E JUGEMENT DES OFFRES

---

### F CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

---

### G RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

---

## RC. RÈGLEMENT DE CONSULTATION

### A MAÎTRE D'OUVRAGE, MAÎTRE D'ŒUVRE ET PROJET

#### A.1 – MAÎTRE D'OUVRAGE

##### **SOLIHA BLI Auvergne Rhône Alpes**

87, avenue du Maréchal de Saxe

69003 LYON

Tél : 04 72 84 65 84

E-Mail : bli.rhonealpes@solihha.fr

#### A.2 – MAÎTRE D'ŒUVRE

##### **ABC ARCHITECTURE**

BENONE

Christian

Espace Florentine – Rue des Corvées

38660 LE TOUVET

Tél : 04 76 98 90 38/07 85 80 56 99

E-mail : info@abc-archi.fr / secretariat@abc-archi.fr

### B OBJET DE LA CONSULTATION

#### B.1 – OBJET DE LA CONSULTATION :

RÉHABILITATION DU BÂTIMENT DIT « ANCIEN HOSPICE » EN LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX  
SAINT ALBIN DE VAULSERRE

#### B.3 – LIMITE DE REMISE DES OFFRES :

Lundi 3 juin 2024 à 18h00 sur le site <https://ledauphine.marchespublics-eurolegales.com>

#### B.3 – DATE D'ENVOI À LA PUBLICATION :

Mardi 30 avril 2024

#### B.4 – DÉFINITION DES TRAVAUX :

Réhabilitation du bâtiment dit « Ancien Hospice » en logements locatifs sociaux – SAINT ALBIN  
DE VAULSERRE

### C CONDITIONS DE L'APPEL D'OFFRES

#### C.1 – ÉTENDUE ET MODE DE CONSULTATION

La présente consultation est à procédure adaptée en vertu des articles L. 2123.1 et R. 2123-1 1° du Code de la Commande Publique.

Le marché à intervenir sera passé à prix global et forfaitaire, ferme et non révisable pour tous les ouvrages et prestations.

Les offres seront analysées tel qu'indiqué à l'article 4 du règlement de la consultation.

## C.2 - DÉCOMPOSITION PAR LOTS :

Ces travaux comprennent, suivant le dossier d'appel d'offre :

- LOT N° 01 - DÉMOLITION/ MAÇONNERIE
- LOT N° 02 - CHARPENTE/COUVERTURE/ZINGUERIE
- LOT N° 03 - MENUISERIES EXTÉRIEURES BOIS
- LOT N° 04 - MENUISERIES INTÉRIEURES
- LOT N° 05 - CLOISONS/DOUBLAGE/PLAFONDS
- LOT N° 06 - REVÊTEMENT SOLS SOUPLES COLLÉS
- LOT N° 07 - CARRELAGES/FAÏENCES
- LOT N° 08 - PEINTURES S INTÉRIEURES
- LOT N° 09 - FAÇADES/PEINTURES EXTÉRIEURES
- LOT N° 10 - ELECTRICITÉ/COURANTS FORTS ET FAIBLES
- LOT N° 11 - CHAUFFAGE/VENTILATION/PLOMBERIE

## C.3 - CONTRÔLE TECHNIQUE

Le BE de Contrôle technique sera défini par le Maître d'ouvrage.

## C.4 - COMPLÉMENTS À APPORTER AU C.C.T.P.

Sans objet

## C.5 - VARIANTES

Il n'est pas prévu de variante.

## C.6 - DÉLAIS DE RÉALISATION

Le délai d'exécution des travaux est fixé à 3 mois, y compris congés payés et intempéries. Les travaux, objet de la présente consultation, sont à réaliser selon le planning joint à la consultation

### MODIFICATIONS DE DÉTAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détails au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## C.7 - DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite de remise des offres

## C.8 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DU PROJETS

Conformément aux dispositions prévues au Chapitre 6, articles 45 à 48 du CCAG

C.9 – DISPOSITIONS RELATIVES AUX TRAVAUX INTÉRESSANT LA DÉFENSE

Sans objet

C.10 – MODE DE RÈGLEMENT DU MARCHÉ

Par mandat administratif.

Les règlements seront effectués sur présentation de situation mensuelle conformément aux dispositions prévues à l'Article C du CCAP.

C.11 – GARANTIE PARTICULIÈRE POUR MATÉRIAUX DE TYPE NOUVEAU

Sans objet

C.12 – MESURES PARTICULIÈRES CONCERNANT L'HYGIÈNE ET LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL

Le chantier est soumis aux dispositions de la Loi du 31 Décembre 1993 modifiant les dispositions du Code du Travail applicables aux opérations de Bâtiment et de Génie Civil et à ses décrets d'application du 26 Décembre 1994 et 4 Mai 1995.

Le Coordonnateur Sécurité désigné par le Maître d'Ouvrage pour la phase de réalisation sera indiqué lors de la notification du marché.

Les dispositions particulières ainsi que les obligations du titulaire figurent à l'article 8 du C.C.A.P.

D

PRESTATIONS DES OFFRES

Les candidats auront à produire un dossier complet comprenant deux enveloppes.

Le candidat se conformera aux dispositions des articles L. 2141 et R. 2143 du Code de la Commande Publique.

La première comportera les pièces suivantes, datées et signées par eux :

D.1 – ENVELOPPE N° 1 CONTIENDRA :

Les documents, certificats, attestations ou déclarations visés aux articles L. 2141 et R. 2143 du Code de la Commande Publique :

1. Les renseignements relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour l'engager et, en ce qui concerne les marchés passés pour les besoins de la défense, à sa nationalité. La liste de ces renseignements et documents est fixée par arrêté du ministre chargé de l'économie ; en 1 exemplaire.
2. Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet ; en 1 exemplaire.
3. La déclaration que le candidat ne fait pas l'objet d'une interdiction de concourir ; en 1 exemplaire.
4. Les certificats et déclarations sur l'honneur mentionnés aux articles L. 2141 et R. 2143 du Code de la Commande Publique ; en 1 exemplaire.
5. Les documents ou attestations figurant à l'article R. 324-4 du code du travail ; en 1 exemplaire.

6. L'attestation sur l'honneur que le candidat n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L. 324-9, L. 324-10, L. 341-6, L. 125-1 et L. 125-3 du code du travail ; en 1 exemplaire. Annexe
7. Justification du respect des obligations fiscales et parafiscales en 1 exemplaires.  
Le candidat produit, pour justifier qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales, une déclaration sur l'honneur dûment datée et signée. Le marché ne peut être attribué au candidat retenu que sous réserve que celui-ci produise dans un délai imparti par la personne responsable du marché les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents. Un arrêté des ministres intéressés fixe la liste de ces administrations et organismes ainsi que la liste des impôts et cotisations sociales pouvant donner lieu à délivrance du certificat.

Nota : Ces certificats sont valables un an et l'administration n'en délivre qu'un par an.

Garder les originaux et produire les photocopies en reportant la mention suivante :

« Je soussigné \_\_\_\_\_ agissant au nom de l'Entreprise \_\_\_\_\_, atteste sur l'honneur que la présente photocopie est conforme à l'original ».

Ainsi que la date et sa signature.

8. Le candidat transmettra également ses attestations d'assurances responsabilité civile et responsabilité Décennale en cours de validité en 1 exemplaire.

#### D.2 - ENVELOPPE N° 2 CONTIENDRA :

Les documents, certificats, attestations ou déclarations visés aux articles L. 2141 et R. 2143 du Code de la Commande Publique :

9. Un acte d'Engagement (A.E) conforme à celui fournis dans l'appel d'offres : cahier ci-joint à accepter sans modification en 1 exemplaire
10. Un Planning conforme à celui fournis dans l'appel d'offres : cahier ci-joint à accepter sans modification en 1 exemplaire
11. Le cahier des Clauses Administratives générales (C.C.A.G.) 2021 : cahier ci-joint à accepter sans modification en 1 exemplaire
12. Le cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) : cahier ci-joint à accepter sans modification en 1 exemplaire
13. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) relatif au(x) lot pour le ou les quel (s) il candidate : cahier ci-joint à accepter sans modification en 1 exemplaires,
14. L'état des prix globale et forfaitaires (D.P.G.F) compléter conforme à celui fournis dans l'appel d'offres : cahier ci-joint à accepter sans modification en 1 exemplaire
15. Le règlement de Consultation conforme à celui fournis dans l'appel d'offres : cahier ci-joint à accepter sans modification en 1 exemplaire
16. L'attestation sur l'honneur que le candidat a bien pris connaissance des plans fournis lors de l'appel d'offres compléter conforme à celui fournis dans l'appel d'offres : cahier ci-joint à accepter sans modification en 1 exemplaire
17. Le Mémoire Technique conforme à ce qui est demandé à l'article E.1 du présent document, en 1 exemplaire

Le jugement des offres sera effectué conformément aux articles L. 2151-1 à L. 2151-9 et R.2151-1 à R.2152-13 du Code de la Commande Publique

**E.1 - LE MÉMOIRE TECHNIQUE (60 POINTS)**

L'entrepreneur rédige une note de technique au travers de laquelle il exprime

- **L'organisation des équipes sur le chantier / moyens humains et matériels** → *10 points*  
Présentation sommaire de l'entreprise ou des entreprises intervenantes avec la grille de répartition des travaux en cas de groupement et/ou des sous-traitants éventuels

Organigramme du chantier

- Conducteur de travaux
- Chef de chantier (avec références dans des opérations de même nature et de même importance)
- Description des équipes nominatives, nombre et qualifications par type de tâches
- Description des moyens matériels par type de tâches

- **Une note synthétique sur les contraintes du site** → *5 points*
- **Méthodologie détaillée de réalisation des travaux** → *10 points*  
Modes opératoires pour chaque type de tâche appliqués au chantier
- **Planning prévisionnel de réalisation des travaux (taches et temps de réalisation)** → *25 points*  
Réalisation de son planning d'intervention et étape de mise en œuvre
- **Mesures concrètes pour la sécurité du chantier, hygiène et les modalités de gestion des déchets** → *5 points*
- **Gestion des déchets** → *5 points*

/!\ : La présentation du mémoire devra respecter impérativement l'ordre de présentation des 5 points décrits ci-dessus.

La non-conformité de ce formalisme entraînera la perte de 3 points sur la note globale de la valeur technique de l'offre.

Le mémoire devra être personnalisé à l'opération et limité aux strictes mentions exigées.

La non-conformité de ce formalisme entraînera la perte de 3 points sur la note globale de la valeur technique de l'offre.

Le mémoire ne devra pas dépasser 10 pages recto verso.

## MÉTHODOLOGIE D'APPRÉCIATION DU CRITÈRE DE LA VALEUR TECHNIQUE :

Note sur 10	Note sur 5	Appréciation	Justification
0	0		Candidat qui n'a pas fourni l'information ou le document non éliminatoire demandé par rapport à un critère fixé
2	1	Insuffisant	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, mais dont le contenu ne répond pas aux attentes
4	2	Partiellement insuffisant	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, mais dont le contenu ne répond que partiellement aux attentes
6	3	Suffisant	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé et dont le contenu répond aux attentes minimales, mais qui ne présente aucun avantage particulier par rapport aux autres candidats
8	4	Bon et avantageux	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes et qui présente un minimum d'avantages particuliers par rapport aux autres candidats ceci sans tomber dans la surqualité ou la surqualification
10	5	Très intéressant	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes avec beaucoup d'avantages particuliers par rapport aux autres candidats ceci sans tomber dans la surqualité ou la surqualification

## E.2 - LE PRIX DES PRESTATIONS (40 POINTS)

## Application DE LA FORMULE

La note sera attribuée par application de la formule suivante :

• **Note = Prix de l'offre considérée X par 40 et / par l'offre la moins chère**

En cas d'absence ou d'insuffisance de renseignement aux critères énumérés ci-dessus, le pouvoir adjudicateur pourra éliminer l'offre du candidat.

Si ce DPGF comporte des erreurs de multiplication, d'addition ou de report, elles seront également rectifiées.

Pour le jugement de la consultation, le montant de l'offre qui figurera à l'article B.1 de l'acte d'engagement sera aligné sur le montant du DPGF rectifié comme indiqué ci-dessus.

Dans le cas où les erreurs de multiplications, d'addition ou de report seront constatées dans la décomposition d'un prix forfaitaire ou dans le sous détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un entrepreneur candidat, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Toutefois, si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant, en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

La présente consultation est soumise à une procédure d'analyse des prix.

Les offres, qui s'écarteraient dans une forte proportion de l'estimation réalisée par le Maître d'œuvre, seront soumises à un examen particulier.

L'entrepreneur candidat pourra être appelé à apporter des explications complémentaires.

L'attention des entrepreneurs candidats est attirée sur le fait qu'ils encourent le risque d'être éliminés si l'offre qu'ils ont présentée est jugée anormale.

Le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de négocier avec les entreprises ayant présenté les offres les plus intéressantes.

## F CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

Les offres sont transmises sur le site : <https://www.marches-securises.fr>

Offres non remises par voie électronique.

Les offres qui parviendraient à la mairie autrement que déposées sur la plateforme seront déclarées irrégulières.

## G RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leurs études, les candidats devront faire parvenir avant le \_\_\_\_\_ une demande écrite à :

### G.1 - LE MAÎTRE D'ŒUVRE

#### **ABC ARCHITECTURE**

Espace Florentine - Rue des Corvées

38660 LE TOUVET

Tél : 04 76 98 90 38/07 85 80 56 99

### G.2 - LA VISITE DU SITE

/!\ : Les entreprises sont invitées à se rendre sur les lieux, la visite n'est pas rendue obligatoire mais reste le meilleur moyen d'appréhender le projet et de pouvoir répondre au mieux aux attentes du Maître d'ouvrage.

POUR RAPPEL :

Les indications ou prestations décrites dans les articles du CCTP n'ont pour but que de permettre à l'entrepreneur de remettre une offre. L'Entreprise reste seule responsable des moyens à mettre en œuvre pour la réalisation de l'ouvrage et en assurer une livraison en parfait état, en tout point conforme aux normes et règlements. De ce fait, l'entreprise est tenue de signaler au Maître d'Ouvrage toutes modifications jugées par elle indispensable, et d'en inclure la valeur dans sa proposition de prix de référence, étant bien entendu qu'il ne pourra être fait état d'imprécisions ou d'ambiguïté du présent descriptif pour réclamer une majoration de prix ou quelconque indemnité.

Par la personne agissant au nom de l'Entreprise :

A \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_  
Signature de l'entrepreneur,  
(Représentant de l'entreprise adjudicataire habilité à  
signer le marché public ou l'accord-cadre)

Pour l'État ou son représentant :

A \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_  
Signature  
(Représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité  
adjudicatrice habilité à signer le marché public ou  
l'accord-cadre)